

innovations

REVUE D'ÉCONOMIE ET DE MANAGEMENT DE L'INNOVATION
JOURNAL OF INNOVATION ECONOMICS & MANAGEMENT

Appel à contributions - Numéro thématique

Les transformations des politiques publiques de l'innovation : quels enjeux face aux grands défis sociétaux ?

Editeur(s) invité(s) :

Isabelle Liotard (CEPN, Université Paris Sorbonne Nord), Mauro Napoletano (GREDEG, Université Côte d'Azur), Valérie Revest (Magellan, iae School of Management, Université Jean Moulin), Alessandro Sapiro (Department of Business and Economic Studies, Parthenope University)

Dans un contexte marqué par les crises et par de grands bouleversements environnementaux et sociétaux, l'intervention des acteurs publics pour stimuler et accompagner les innovations de demain semble devenue cruciale. Cependant cette intervention soulève un ensemble de questionnements à la fois théoriques et empiriques, et sujets à de vifs débats.

Un premier enjeu porte sur la direction des innovations. L'acteur public doit-il laisser faire les mécanismes de marché ou alors doit-il orienter et / ou porter les grandes innovations de demain ? Certains chercheurs mettent en lumière la nécessité, face aux défis actuels, de mettre en œuvre des missions politiques orientées (*mission-oriented*) (Foray et al. 2012 ; Janssen and al., 2021). Selon cette perspective, les politiques publiques ne doivent pas uniquement combler les failles du marché, mais elles doivent anticiper et façonner les marchés de demain. On assiste alors à une vision d'un Etat pro-actif ou entrepreneurial (Mazzucato 2016). Cette approche suscite cependant un certain nombre de critiques : l'Etat ne posséderait pas les compétences nécessaires pour évaluer le risque, pour expérimenter et apprendre (Karlson et al., 2021 parmi d'autres), ce qui le conduirait à être influencé par les grandes entreprises dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques.

Un second enjeu porte sur l'ampleur des grands défis (*Grand Challenges*) auxquels la société doit faire face. Il s'agit de problématiques sociétales, souvent qualifiées de pernicieuses (*wicked problems*, Rittel et Weber, 1973) car complexes, et/ou difficilement prédictibles : le réchauffement climatique, la protection de la biodiversité, les enjeux autour de la santé (les pandémies) ou encore le vieillissement des populations (Kaldewey, 2018) en sont quelques illustrations. Face à ces grands défis, les politiques traditionnelles d'incitation et de soutien à l'innovation apparaissent de plus en plus inadaptées. De nombreux acteurs académiques et politiques alertent en effet sur la nécessité de faire émerger de nouvelles formes de politiques et d'outils en la matière, voire de tendre vers une transition radicale de l'ensemble des systèmes socio-techniques, impliquant des changements conséquents dans les infrastructures, les structures de l'industrie, les régulations et les comportements des utilisateurs (Schot and Steinmueller, 2018). La nature même des processus à l'œuvre est également questionnée. Dans un nombre croissant de domaines, il semble de plus en plus difficile d'inciter uniquement à des innovations scientifiques et technologiques, dans la mesure où il convient de prendre en compte également la dimension sociétale de ces innovations (Boutillier et al., 2020, Debref et al., 2022 ; Cf. aussi le courant de la Recherche et de l'Innovation Responsable (Owen et Stilgoe, 2013), L'inclusivité de parties prenantes apparaît comme un défi majeur (même si elle soulève d'autres problèmes), afin d'engendrer des innovations pour et par la société.

Le type d'instruments politiques et tout particulièrement l'introduction de technologies numériques forme le troisième enjeu de cet appel à communication. Les Etats-Unis ont été précurseurs en la matière afin notamment de permettre au citoyen de s'impliquer au côté de l'acteur public, (Cf. Mergel, 2020 et les travaux en management public). La dynamique de co-production avec le citoyen (ou toute partie prenante) d'une part, et le recours à des outils numériques (plateformes pour la grande majorité des outils) d'autre part, sont étroitement imbriqués, et les politiques publiques d'innovation en sont un terrain privilégié d'expérimentation. Le partage de connaissances (surtout pour répondre aux grands défis sociétaux) se révèle primordial pour les décideurs publics, qui doivent mettre en place des espaces numériques permettant la créativité et le collaboratif notamment pour tendre vers davantage d'innovation ouverte, mobilisant des dispositifs de *crowdsourcing* (Howes, 2006). Des instruments politiques, tels que les concours d'innovation ont alors connu un regain d'intérêt, notamment aux Etats-Unis et en Europe (Liotard et Revest, 2018, 2022).

La question de la gouvernance des systèmes nationaux d'innovation (Edquist, 2005) et des formes d'interaction des acteurs constitue le cadre d'un quatrième questionnement incluant le rôle du citoyen dans l'élaboration de programmes / projets scientifiques ouverts et participatifs. Le mouvement porté par la science citoyenne (Strasser et al. 2018) est intéressant à observer. Les amateurs (le grand public) peuvent contribuer à la production de connaissances scientifiques. Cette vision *bottom up*, portée par le *crowdsourcing*, et couplée aux possibilités offertes par les plateformes digitales (mais aussi l'intelligence artificielle, les big data, ...), a eu un écho favorable ces dernières années auprès des acteurs publics qui y ont vu un moyen

d'accélérer leur programme de recherche et de bénéficier d'informations et de connaissances de la part des citoyens.

Enfin un dernier enjeu porte sur les données et les droits de propriété intellectuelle. Si les acteurs publics souhaitent exploiter de manière croissante des données massives pour soutenir la création de connaissances et l'émergence d'innovations, quel est le statut de ces données ? A qui appartiennent-elles ? Quelles sont les parties qui peuvent avoir des droits et un accès sur ces données ? L'enjeu de la donnée conduit à s'interroger sur les politiques publiques d'open data (Ubaldi, 2013) visant à rendre accessible des données au public, que ce soient des scientifiques, des chercheurs ou de simples citoyens.

Les contributions pluri disciplinaires sont les bienvenues (économie, gestion, sociologie et sciences politiques) ainsi que différentes méthodologies : études de cas (appliquées à l'Europe, aux Etats-Unis, à la Chine...), études quantitatives, approches théoriques, approches historiques.

Les thématiques pouvant être abordées dans ce numéro spécial sont les suivantes (sans être exhaustif) :

- Transformations des politiques publiques d'innovation et de leurs instruments
- Evolution des écosystèmes d'innovation et politique publique
- Grands challenges et politique publique d'innovation
- Politiques, innovation responsable et inclusivité
- Technologies numériques – plateformes, big data, intelligence artificielle, blockchain ...- et politiques publiques d'innovation
- Effets d'entraînement, freins et limites de la science ouverte
- Action publique, droits de propriété intellectuelle, open data
- Vision critique des politiques « missions oriented » et du rôle de l'état entrepreneurial

Références

- Boutillier, S., Fourmentin, S., Laperche, B. (2020). Food additives and the future of health: An analysis of the ongoing controversy on titanium dioxide. *Futures*, 122, 102598.
- Debref, R., Pyka, A., Morone, P. (2022). For an Institutional Approach to the Bioeconomy: Innovation, Green Growth and the Rise of New Development Models. *Journal of Innovation Economics Management*, 38(2), 1-9.
- Edquist, C. (2005). Systems of Innovation: Perspectives and Challenges Pp. in J. Fagerberg, DC Mowery, et al.(Eds.)...» i J. Fagerberg, DC Mowery og RR Nelson (red.).
- Ferri, S., Fiorentino, R., Parmentola, A., Sapió, A. (2018). Patenting or not? The dilemma of academic spin-off founders. *Business Process Management Journal*.
- Foray, D., Mowery, D. C., & Nelson, R. R. (2012). Public R&D; and social challenges: What lessons from mission R&D; programs?. *Research policy*, 41(ARTICLE), 1697-1702.
- Howe, J. (2006). The Rise of Crowdsourcing. *Wired*, 14, June
- Kaldewey, D. (2018) 'The grand challenges discourse: Transforming identity work in science and science policy. *Minerva*, 56(2), 161-182.

- Karlson, N., Sandström, C., & Wennberg, K. (2021). Bureaucrats or Markets in Innovation Policy?—a critique of the entrepreneurial state. *The Review of Austrian Economics*, 34(1), 81-95.
- Lamperti, M., Napoletano M., Roventini A. (2018). Preventing environmental disasters : market based vs command and control policies, *MACROECONOMIC DYNAMICS*.
- Lamperti, F., Dosi, G., Napoletano, M., Roventini, A., Sapio, A. (2018). Faraway, so close: Coupled climate and economic dynamics in an agent-based integrated assessment model. *Ecological Economics* 150: 315-339.
- Liotard, I. et Revest, V. (2022) « Crowdsourcing et concours d’innovation : l’expérience de la Commission Européenne », dans *Transformations digitales et politiques publiques : quels enjeux*, ISTE Editions, direction Revest, Liotard, à paraître.
- Liotard, I., Revest, V. (2018). Contests as innovation policy instruments: Lessons from the US federal agencies' experience. *Technological Forecasting and Social Change*, 127, 57–69.
- Mazzucato, M. (2016), From market fixing to market-creating: a new framework for innovation policy. *Industry and Innovation*, 23(2), 140-156.
- Mergel, I. (2020). La co-creation de valeur publique par les directions du numérique : une comparaison internationale. *Action Publique, Recherche et Pratique*, 6, 6-16.
- Rittel, H. W., Webber, M. M. (1973). Dilemmas in a general theory of planning. *Policy sciences*, 4(2), 155-169.
- Schot, J., Steinmueller, W. E. (2018) ‘Three frames for innovation policy: R&D, systems of innovation and transformative change’, *Research Policy*, 47(9): 1554-1567.
- Stilgoe, J., Owen, R., Macnaghten, P. (2013), Developing a framework for responsible innovation, *Research Policy*, 42, p. 1568–1580.
- Strasser, B., Baudry, J., Mahr, D., Sanchez, G., Tancoigne, E. (2019). Citizen Science? Rethinking Science and Public Participation. *Science & Technology Studies*, 32, 52-76.
- Ubaldi, B. (2013), “Open Government Data: Towards Empirical Analysis of Open Government Data Initiatives”, OECD Working Papers on Public Governance, No. 22, OECD Publishing, Paris,

Modalités de soumission et dates importantes :

- **Nouvelle date de soumission : 31 juillet 2023** : date limite de soumission des articles complets (sur la plateforme de la revue *Innovations* : <https://inno.manuscriptmanager.net>)
- Recommandations aux auteurs : <http://innovations.cairn.info/instructions-aux-auteurs/>
- **30 novembre 2023** : Retours prévus du premier tour d’évaluation
- **Début 2024** : Soumission des versions modifiées
- **Fin 2024** : Publication prévue du numéro spécial.
-

Contact pour toute information :

Isabelle Liotard : isabelle.liotard@univ-paris13.fr